

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

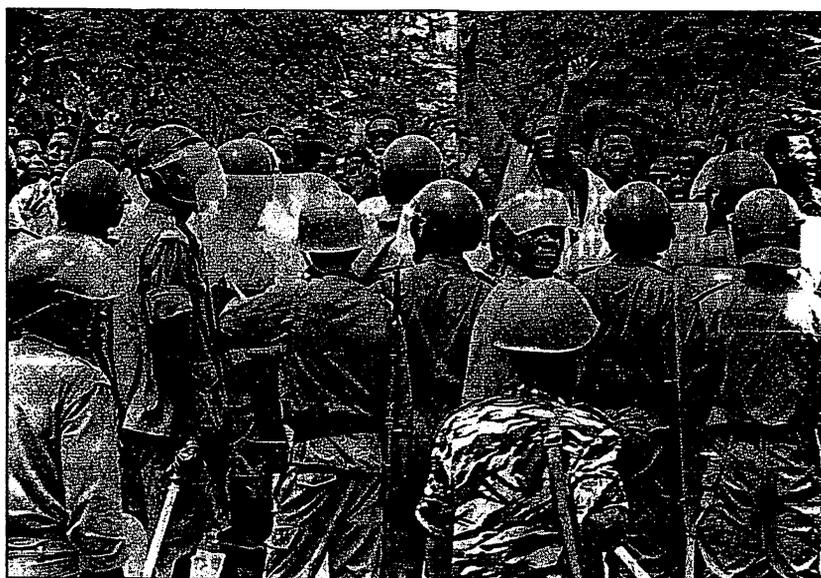
ISSN 0241 0494

LE 18 AVRIL 1993

N° 215

PRIX : 4 FF

MALI



SOMMAIRE AU VERSO

LES JEUNES A NOUVEAU DANS LA RUE

SOMMAIRE

Page 2
EDITORIAL

Page 3
Afrique du Sud : L'assassinat de Chris Hani

Page 5
Conférence nationale au Tchad : Un seul changement, celui des ministres

Page 7
Zaïre Mobutu en disgrâce auprès de ses maîtres ?

Page 8
Côte d'Ivoire : Des gardes républicains se révoltent

Page 9
Immigration : Les premiers actes du nouveau gouvernement

Page 10
Le micro nationalisme gagne-t-il du terrain?

ABONNEMENT

FRANCE : 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux

ADRESSE

DUFEAL COMBAT OUVRIER
pour le PAT B.P. 42 92114
CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

MALI

**LES JEUNES
A NOUVEAU DANS LA RUE**

Le 5 avril, une révolte a éclaté à Bamako, déclenchée par les étudiants et les élèves. Les jeunes des quartiers s'étaient joints à eux. L'événement avait pour cause une tentative de gouvernement d'imposer frauduleusement une direction à sa solde à l'AEEM, l'Association des élèves et étudiants du Mali, à la suite d'un congrès tenu secrètement à l'insu des membres de ladite association.

La nouvelle direction s'est présentée à la télévision et à la radio comme l'unique représentant de l'AEEM. Cette intervention a été ressentie comme une magouille et une provocation par les élèves et les étudiants. Ceux-ci ont envoyé un ultimatum pour demander la démission du bureau fantoche. Mais n'ayant pas obtenu satisfaction, ils sont descendus dans la rue pour manifester leur colère. Ils se sont pris à tout ce qui symbolise l'Etat. Ils ont attaqué et saccagé la résidence familiale du président Alpha Konaré, la coopérative Jamana appartenant à l'Adema, (l'Alliance pour la démocratie au Mali), la principale formation politique du pays au pouvoir, le domicile du secrétaire général de la même organisation ainsi que la salle de délibération de l'Assemblée Nationale. Ils se sont aussi affrontés à la police. Officiellement, un jeune est mort.

A la suite de ces événements, Alpha Konaré a décidé de dissoudre son gouvernement et de changer de premier ministre, peut-être par peur de revivre ce qui s'est passé en 1991 et qui a conduit à la chute du dictateur Moussa Traoré,

Ici dans l'immigration, certains soutiennent Konaré en disant que les étudiants exagèrent. Ils pensent qu'il faut lui donner du temps pour redresser le pays, car, les

conséquences de 23 ans de dictature ne seraient pas faciles à effacer. En réalité, tout cela n'est qu'illusion. Le pouvoir de Konaré n'est pas différent de celui des galonnés sous la dictature de Moussa Traoré. La différence entre Konaré et Moussa, c'est qu'on a changé les hommes à la tête de l'Etat, mais pas les causes profondes de la révolte de la population.

Les étudiants se sont révoltés contre une provocation du pouvoir. Mais aussi parce que leurs bourses ne leur sont pas payées depuis des mois et parce que leurs conditions de vie et d'étude se dégradent.

Ils ont raison de se révolter plutôt que d'attendre que le gouvernement fasse quelque chose, alors qu'il ne fera rien. Et si les travailleurs, les pauvres ont quelque chose à faire, ce n'est évidemment pas de prendre partie pour le gouvernement, mais au contraire, s'inspirer de leur

exemple pour leurs propres revendications.

Car pour les travailleurs et l'ensemble de la population pauvre, c'est toujours la misère et la situation ne s'améliore pas, mais s'aggrave. Sous la pression du FMI, le gouvernement continue à licencier dans la fonction publique moyennant une prime dérisoire. Dans les hôpitaux, c'est le délabrement. Il n'y a pas de médicaments. En revanche le coût de la vie ne cesse d'augmenter. C'est cette même situation qui a conduit à la chute de Moussa Traoré. Et si les travailleurs faisaient crédit au nouveau gouvernement de sa bonne volonté, ils n'y gagneraient que la désillusion et l'aggravation de leur sort. Leur intérêt est, au contraire, de se faire entendre par la lutte, mais aussi de profiter de l'assouplissement du régime pour s'organiser autour des revendications économiques et sur le plan politique, afin d'avoir les moyens de se défendre eux-mêmes et proposer une politique pour toute la société.

AFRIQUE DU SUD

L'ASSASSINAT DE CHRIS HANI

Le 10 avril dernier, Chris Hani, le leader du parti communiste sud-africain, a été assassiné par un certain Janusz Wallus connu comme anti-communiste et membre du Mouvement de Résistance Afrikaan, la principale organisation blanche d'extrême droite. Chris Hani était considéré comme l'une des grandes figures du nationalisme noir, notamment de l'ANC. Il était très populaire dans les milieux défavorisés des townships, surtout au sein de la jeunesse. Ancien chef d'état-

major d'Umkhonto-we-Sizwe, la branche armée de l'ANC du temps de l'illégalité, il incarnait pour beaucoup l'image d'une volonté d'en finir radicalement et définitivement avec l'apartheid et les injustices.

Même s'il est vrai que l'aile armée de l'ANC a plus servi à celle-ci à s'imposer comme l'unique dépositaire des aspirations des populations noires qu'à combattre l'apartheid et que, par ailleurs, depuis la libération de Mandela, le rôle des dirigeants nationalistes noirs, dont Chris Hani, est surtout

de tout faire pour désamorcer la colère des opprimés noirs afin d'éviter une explosion sociale profonde, la mort de Chris Hani a été ressentie comme une provocation par les populations noires. Elle a suscité la fureur d'une bonne partie d'entre elles. Les townships ont explosé de colère et de haine, sous forme d'émeutes, de manifestations qui se sont étendues à plusieurs coins du pays, à Soweto, à Johannesburg, bien sûr, mais aussi au Cap, à Port-Elizabeth, Pietermaritzburg et Durban.

A Soweto, 15 000 personnes ont pris d'assaut un poste de police en réclamant qu'on leur livre le meurtrier de Chris Hani. Il y a eu 4 morts et 245 blessés. Au Cap, 10 000 manifestants s'en sont pris à un commissariat qu'ils ont saccagé ainsi que le centre-ville dont les boutiques ont été endommagées et pillées par des groupes de jeunes révoltés. On a enregistré deux morts et une centaine de blessés.

Ces événements ont inquiété tant le pouvoir en place que les dirigeants nationalistes noirs. D'un côté, 3 000 hommes supplémentaires ont été mobilisés par Frederik de Klerk pour faire face à la situation ainsi créée. 23 000 policiers au total ont été déployés dans tout le pays. D'un autre côté, pour éviter d'être débordé par les vagues de manifestations de colère, dès l'annonce de la mort de Chris Hani, Mandela s'est adressé sur les ondes aux populations des ghettos en les appelant "à répondre à la violence par le calme et la dignité". C'est avec l'aide de la police que les dirigeants de l'ANC ont tenté de contenir le mécontentement populaire et d'imposer le calme dans les townships, sans pour autant apparaître en retrait par rapport aux événements.

Dès le 12 avril, à l'occasion de l'enterrement de Chris Hani, les principales organisations anti-apartheid, à savoir l'ANC, le Parti Communiste et la centrale syndicale COSATU, ont lancé le mot d'ordre de "stayaway". Cette expression qui en anglais signifie littéralement "reste loin" désigne une opération du genre ville morte pendant laquelle la population des townships a été invitée à rester chez elle, à ne pas sortir dans les rues pour éviter toute éventualité d'explosion de colère. Un million et demi de personnes ont respecté le mot d'ordre d'une grève en signe de deuil. Un meeting réunissant au moins 30 000 personnes a été aussi organisé dans un stade à Soweto. Mandela y a vainement tenté de convaincre la foule de la nécessité d'éviter les débordements intempestifs. Le 17 avril, une autre grande manifestation a eu lieu dans les rues de Johannesburg, regroupant 30.000 personnes soigneusement encadrées par le service d'ordre de l'ANC.



Les dirigeants de l'ANC ont surtout cherché à canaliser la colère populaire pour éviter tout débordement de nature à conduire à un affrontement avec les forces de l'ordre gouvernementales ou les bandes racistes blanches, tout en se servant du mécontentement populaire pour se livrer à une démonstration

de force les plaçant comme des interlocuteurs incontournables. En s'appuyant sur le mouvement populaire, en l'encadrant sous forme de grandes manifestations, mais respectueuses de l'ordre, ils ont cherché à prouver à la bourgeoisie blanche et au pouvoir de Klerk que, dans les négociations en cours, rien ne pourra se faire sans eux, sans l'importante influence qu'ils ont sur la masse des populations noires pauvres du pays, notamment celles des grands ghettos. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, pendant les événements même, les dirigeants de l'ANC ont parlé de l'accélération des négociations et de la formation des organes mixtes en vue de la tenue d'élections libres dans un avenir proche. Ils ont exigé que d'ici fin mai soit fixée la date des élections multiraciales et trouvé un accord garantissant les institutions de la transition.

L'objectif de l'ANC est de chercher à imposer une solution négociée, comme cela fut le cas au Zimbabwe, avec un président noir, une chambre de députés à majorité noire, etc. Mais, si

elle réussit, d'une telle solution ne bénéficiera que la bourgeoisie sud-africaine, blanche et noire, qui se sera donné de nouveaux moyens politiques légaux pour justifier son ordre d'exploitation. Les principales victimes en seront les pauvres et principalement la classe ouvrière sud africaine, sans les luttes desquels aucun recul de l'apartheid n'aurait été possible dans ce pays.

L'émancipation véritable, à la fois sociale et raciale, des populations noires d'Afrique du Sud ne passe pas par la consolidation d'un ordre garanti par Mandela et de Klerk. Il ne passe pas non plus par des affrontements ethniques ou raciaux. La seule voie de l'avenir passe par la prise de conscience du prolétariat sud africain de l'identité de ses intérêts politiques, par-delà les appartenances ethniques, et de l'opposition de ses intérêts à ceux de la bourgeoisie capitaliste, blanche et noire. Espérons qu'au travers de la situation actuelle, grâce à la clarification de la position des uns et des autres, une frange au moins du prolétariat acquière cette conscience-là.

CONFERENCE NATIONALE AU TCHAD

UN SEUL CHANGEMENT, CELUI DES MINISTRES

La conférence nationale "souveraine" qui a commencé en ses travaux en janvier dernier à Ndjaména, au palais du peuple, vient de se terminer par la nomination de Fidel Mounkar au poste de premier ministre de transition. Ici dans l'immigration tchadienne, ce dernier est connu comme un opportuniste. Quant au dictateur Idriss Déby, il conserve, pour le moment, son poste de chef de l'Etat.

Ainsi donc, après plus de trois mois de palabre, les délégués ont nommé Mounkar, un lèche-bottes des dictateurs tchadiens, à la primature. Quand il était en France, ce dernier avait créé une petite organisation politique, l'Actus (Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme), regroupant quelque cinq ou six étudiants de sa région. A peine cette organisation a-t-elle vu le jour que son chef, Mounkar, a offert ses bons offices au dictateur Hissen Habré alors président du

Tchad. Il a proposé à celui-ci une table ronde pour discuter des problèmes cruciaux afin d'y trouver une solution. Habré a repoussé cette proposition tout comme les appels de pieds répétés de Fidel Moungar.

Ce dernier récidive avec Idriss Déby. Quand Hissen Habré a été chassé du pouvoir, l'opposition en France, regroupée dans le Forum Démocratique, a tenu un meeting à Paris; elle a désigné des délégués pour rencontrer les nouveaux dirigeants du pays. L'Actus faisait partie du Forum Démocratique, mais Fidel ne faisait pas partie de la délégation. Cependant il s'est précipité à Ndjaména pour rencontrer les nouveaux maîtres du pays dans le but de négocier un poste, au moins celui de ministre de la santé (Moungar est docteur).

Cette fois le nouveau dictateur Idriss Déby, sans doute sur le conseil de l'Elysée, a répondu favorablement aux appels de pieds de Moungar. Celui-ci a été nommé ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur avant de devenir aujourd'hui premier ministre de transition. La plupart des 21 ministres qu'il a nommés ou qu'on lui a imposés ressemblent plus ou moins à leur premier ministre. On retrouve par exemple les jeunes vieux opportunistes comme Kassiré Benoit, Gali Ngothé...



F. MOUNGAR, 1ER MINISTRE

Bien déçus sont ceux des Tchadiens ici dans l'immigration qui croyaient que la conférence nationale allait apporter des changements profonds dans le pays. Certains reprochent à Déby de "verrouiller" dès le début la conférence nationale qui aurait dû être "souveraine". Elle ne l'a pas été, parce que, selon eux, Déby a refusé de jouer le "jeu démocratique".

Eh bien oui. Parce que lui, Déby, pendant la conférence nationale, n'a pas trop usé de la salive comme la plupart des délégués lors des assises. Il sait qu'il a son armée qui peut intervenir à tout moment pour menacer la conférence, pour menacer de mort certains délégués, pour mâter, en pleine conférence nationale, la rébellion dirigée par Ketté, à Doba, dans le Sud. Bien sûr, de rares délégués ont critiqué cette tuerie du Sud mais cela n'a pas gêné outre mesure Déby.

D'autres intellectuels, bien qu'également déçus, se consolent en disant que cette conférence a au moins permis aux gens, du Sud comme du Nord, de se dire les quatre vérités. Ils disent aussi que le processus de la conférence nationale a permis une certaine démocratisation du régime; ils citent par exemple la création des organisations politiques, des associations, des journaux.

Il faut bien sûr reconnaître que ces libertés surveillées existent. Tant pis pour des intellectuels qui se contentent de si peu. Mais pour d'autres qui sont révoltés par les opportunistes de tout bord dont seuls comptent leurs intérêts personnels et la politique du "ventre", ils peuvent dès aujourd'hui aider les pauvres, les petites gens, les travailleurs à se détourner de ces politicards qui cherchent à les utiliser comme masse de manoeuvre. Ils peuvent aider tous les travailleurs, qu'ils soient du Nord ou du Sud, à profiter de cette liberté relative qui existe

dans le pays pour créer leurs propres organes de lutte.

Seule la révolte de ces

damnés de la terre peut changer profondément les choses. Ces damnés-là, ils existent partout en Afrique et dans le monde.

ZAIRE

MOBUTU EN DISGRACE AUPRES DE SES MAITRES ?

La France, la Belgique et les Etats-Unis ont saisi le Secrétaire Général de l'ONU sur le caractère "préoccupant de la situation au Zaïre", a indiqué le ministre français des Affaires Etrangères. Les trois pays demandent à Boutros Ghali d'écrire à Mobutu pour lui faire part de cette préoccupation.



De son côté, le secrétaire d'Etat américain aux Affaires Africaines, Georges Moose, a annoncé que Washington s'apprêtait à prendre contre Mobutu des mesures "similaires à celles prises par la France et la Belgique". Bruxelles et Paris auraient déjà refusé d'accorder des visas d'entrée au dictateur

et à ses proches. Washington envisagerait d'empêcher Mobutu d'utiliser des fonds qui devraient être à la seule disposition du gouvernement baptisé "légitime". Ce gouvernement serait celui formé par Tsishekedi et non celui désigné par Mobutu et dirigé par Faustin Birindwa.

L'appel à l'intervention diplomatique de l'ONU n'est que de pure forme. Les impérialistes américains, à la tête des anciens colonialistes relégués au second plan, n'ont jamais attendu une quelconque autorisation de l'ONU pour mettre en place et entretenir ou défaire des dictatures féroces de leur choix, où que ce soit dans le monde. Et aujourd'hui, si tel était leur désir, ils n'attendraient pas une quelconque décision de Boutros Ghali pour remplacer un dictateur jugé trop usé par eux, par un autre qui ferait mieux l'affaire.

Mais, soit dit en passant, Boutros Ghali a immédiatement répondu présent à cet appel en annonçant un voyage à Bruxelles pour un petit ballet diplomatique dans les jours qui suivent.

Quant à ne pas accueillir Mobutu ou restituer au peuple zaïrois les fonds dilapidés, cela relève d'une farce cynique. Entre Bokassa du Centrafrique, Béré Doc de Haïti, Marcos des Philippines ou le Shah d'Iran, la liste est longue des dictateurs accueillis à bras ouverts dans des résidences dorées des

stations balnéaires des métropoles occidentales. Les populations n'ont toujours pas pu mettre la main sur le moindre centime des milliards détournés et placés dans des comptes dits secrets en Suisse ou ailleurs par les dictateurs.

Mais aussi énormes qu'elles puissent être, ces sommes ne représentent qu'une toute petite partie des profits colossaux que les sociétés capitalistes, les trusts et les multinationales ont réalisés et continuent de réaliser sur le dos des travailleurs du monde entier. Il ne sera jamais question de restituer ces richesses détournées en quantités industrielles et pendant des

dizaines d'années.

Alors tout le cinéma auquel se livrent les USA, et derrière eux les dirigeants français et belges, n'est destiné qu'à faire pression sur Mobutu. Sont-ils en train de le lâcher définitivement ou bien se contenteront-ils une fois de plus d'un compromis de Mobutu avec les hommes politiques dits d'opposition ? Il est difficile de l'affirmer pour le moment.

Mais, passation de pouvoir ou pas, les aspirations des travailleurs Zaïrois et plus généralement des masses pauvres du pays ne peuvent pas rentrer en ligne de compte dans les froids calculs des dirigeants impérialistes et leurs serviteurs locaux, qu'ils s'appellent Mobutu ou Tsishekedi.

COTE D'IVOIRE

DES GARDES REPUBLICAINS SE REVOLTENT

Des éléments de la garde républicaine qui surveillent jour et nuit les bâtiments administratifs tels que la radio, la télévision, le palais du président ou les résidences des ministres ont, fin mars, pris en otage des officiers et occupé la présidence de la république située au Plateau, le quartier des affaires. Ils réclamaient une subvention de 150 000 F CFA pour cas de décès de parent et des primes de risques et de garde. Une semaine plus tard, ce sont d'autres éléments de la garde républicaine de Yamoussoukro qui ont pris la relève de ceux d'Abidjan en se mutinant à leur tour.

Houphouët Boigny, surpris par l'audace de ces gardes moins gradés qui n'ont pas hésité un seul instant à investir la présidence (il y a même un caporal dans la délégation), a

choisi de négocier avec les mutins. Il leur a fait des promesses et ces derniers ont regagné les rangs.



Les mutins ont cependant témoigné beaucoup d'illusions voire de respect vis-à-vis de Houphouët Boigny, à qui ils se sont adressés comme à un père. Celui-ci leur a fait de simples promesses verbales. Or, lors de la manifestation des soldats en mai 1990, le dictateur avait fait de fausses promesses. Cette fois les tiendra-t-il ? Rien n'est certain.

Cette mutinerie montre en tout cas que même les soldats, voire des officiers subalternes, ont des raisons d'être mécontents et de revendiquer. Les hauts dignitaires du régime - parmi lesquels les officiers eux-mêmes - pillent tellement les caisses de l'Etat qu'il n'en reste même pas pour la base de leur armée.

Oh, bien sûr, s'il y a de l'argent dans les caisses, les militaires, mêmes les petits,

auront la priorité par rapport aux travailleurs. Et si l'Etat ne veut ou ne peut plus, les dirigeants peuvent décider, formellement ou dans les faits, de laisser la bride au cou des militaires pour qu'ils prélèvent, arme à la main, de quoi compléter leurs fins de mois. Cela se passe ainsi dans bien des pays d'Afrique et même déjà, dans une certaine mesure, en Côte d'Ivoire. Bien sûr, tout cela se fait au détriment des plus pauvres.

La mutinerie montre néanmoins que si les travailleurs étaient organisés et s'ils avaient à leur disposition un parti représentant leurs intérêts politiques, ce parti pourrait et devrait s'adresser aux soldats du rang avec une politique visant à les détacher des dirigeants de l'Etat comme de leur propre hiérarchie. C'est de cette façon-là seulement que la classe ouvrière pourrait empêcher que les possédants utilisent les soldats contre les plus pauvres.

IMMIGRATION

LES PREMIERS ACTES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Ces derniers jours, l'assassinat de Makomé, jeune Zaïrois, dans le commissariat du 18ème arrondissement de Paris, a jeté un émoi dans la communauté africaine et celle des immigrés en général. Peu après, c'est un jeune algérien qui a été abattu d'une balle par la police, dans le Nord, et un jeune ouvrier qui, lors d'une interpellation pour un vulgaire vol de voiture à Chambéry, a été abattu par la police.

L'émoi et l'indignation devant ce que les hommes du gouvernement nouvellement installé appellent des "bavures" de la police ont provoqué des

explosions de colère des jeunes pour la majorité d'origine africaine et maghrébine. Des manifestations se sont déroulées devant le commissariat du 18ème arrondissement.

Tout cela s'est passé à peine après que le nouveau gouvernement de Balladur avait pris place. La nomination de Pasqua au ministère de l'intérieur et ses quelques paroles d'encouragement et de flatterie pour la police ont suffi à cette dernière pour se sentir protégée et avoir la gâchette facile. N'est-ce pas Pasqua lui-même qui, entre 1986 et 1988, alors qu'il était au ministère de l'intérieur en compagnie de Pandreau, avait fait expulser manu

militari 101 Maliens ? Alors pourquoi les policiers zélés se gêneraient-ils alors que l'exemple vient d'en haut ?



PASQUA MINISTRE DE L'INTERIEUR

Certes, les policiers qui sont les auteurs des récents crimes sont actuellement inculpés pour homicide volontaire. Mais ceci est plus le fait de l'indignation et de la colère provoquées par ces crimes que de la volonté du gouvernement de tempérer l'excès de zèle des policiers racistes.

De toute manière, le gouvernement de Balladur a déjà clairement annoncé la couleur en disant qu'il va prendre des mesures contre l'immigration. Ceux qui n'ont pas leurs cartes de séjour seront conduits à la frontière. Mais de ce côté-là, il n'y a rien de nouveau par rapport au gouvernement prétendument socialiste qui a précédé. Il compte aussi changer le code de nationalité. Cela veut dire, entre autre, que les jeunes qui sont nés en France n'auront pas automatiquement (comme jusqu'à maintenant) la nationalité française.

En tout cas, on voit déjà au quotidien que les contrôles sont plus fréquents dans le métro et les quartiers fréquentés par les immigrés. Mais contrairement à ce que prétendent les autorités policières, le renforcement des contrôles policiers, les rafles, les passages à tabac dans les commissariats ne résoudront absolument pas le problème de la délinquance et de la drogue. Ce sont-là des fléaux de la société capitaliste en crise.

Cette répression ne fera que gonfler les rangs des mécontents et augmenter le nombre de jeunes en révolte.

SOUS L'EFFET DE LA CRISE

LE MICRO NATIONALISME GAGNE-T-IL DU TERRAIN EN AFRIQUE ?

Trente ans après la création de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), on assiste non pas à des tentatives d'unification, mais au contraire à un renouveau ou à une exacerbation de mouvements séparatistes à coloration ethnique ou régionaliste.

C'est ainsi que, par

exemple, au Sénégal, le mouvement indépendantiste casamançais, qui était plus ou moins en veilleuse durant les années passées, reprend de l'ampleur au point que pour maintenir l'ordre en Casamance le gouvernement sénégalais a été obligé de rapatrier ses soldats envoyés au Libéria sous le drapeau de l'ECOMOG. Comble d'ironie, ils étaient envoyés

au Libéria pour lutter contre les forces de Charles Taylor, qui lui-même veut, à défaut de pouvoir gouverner sur l'ensemble du Libéria, son morceau à lui !

En Angola, c'est Jonas Savimbi (le dirigeant de l'UNITA) qui, n'acceptant pas sa défaite lors des dernières élections présidentielles, continue sa guerre civile et demande aujourd'hui le partage de l'Angola en deux morceaux : l'un pour lui, et l'autre pour son rival, l'actuel président.

A Madagascar, Ratsiraka, l'ancien dictateur déchu après les dernières élections au profit d'Albert Zafy, a créé son nouveau mouvement "fédéraliste". Après avoir été pour l'unité de l'île lorsqu'il était au pouvoir, le voilà devenu brusquement le partisan du partage du pays en plusieurs fédérations. Ils s'appuie sur les sentiments d'une partie des habitants des régions côtières défavorisés par rapport à ceux du centre pour se lancer dans un mouvement régionaliste. Les "provinces", entités créées depuis l'époque coloniale et perpétuées par tous les régimes qui se sont succédé, devront être transformées, selon lui, en Etats fédérés. Déjà dans la région d'Antsiranana (au Nord de l'île) ainsi que celle de Toliary (au Sud), des incidents violents ont éclaté entre les populations, faisant des morts.

L'objectif de Ratsiraka est peut-être tout simplement de se servir de l'argument régionaliste pour faire le plein des voix lors des élections législatives de mai prochain. Mais en agissant ainsi, il n'hésite pas à mettre le feu à une poudrière. Madagascar est peuplé d'une mosaïque de populations d'origine diverse. Certes, les siècles de brassage entre les populations ont donné naissance à une relative unité de l'île, mais les disparités sont

encore vivaces. Et si par malheur le pays entre dans le cercle infernal du tribalisme ou du régionalisme, on aurait une configuration inextricable. Comment en effet créer des frontières à l'intérieur d'une île où les peuples sont mélangés, surtout dans les villes où se côtoient des gens originaires de régions diverses ? On trouve jusqu'à l'extrême nord du pays des paysans originaires du sud sans parler des gens du centre (les Mérina) qui ont quitté, parfois depuis des générations leur région d'origine pour travailler ailleurs. Les politiciens, comme Ratsiraka ou ses acolytes régionalistes, sont prêts, en effet, à entraîner les masses pauvres vers un bain de sang pour assouvir leurs ambitions personnelles. Eux, ils auront peut-être leurs bouts de territoires où ils pourront gouverner et s'enrichir à défaut de ne pouvoir le faire à l'échelle nationale. Mais pour les masses pauvres, ce serait un camp de concentration en modèle plus réduit avec des dirigeants qui seront d'autant plus féroces et voraces qu'ils gouverneront sur des territoires plus petits.

Au Mali et au Niger, ce sont les chefs Touaregs qui revendiquent leur autonomie, tandis qu'au Soudan, les dirigeants "sudistes" revendiquent la séparation du Soudan entre le Nord à majorité arabo-musulmane et le sud, négro-africaine. De la même manière, on a vu au Tchad, lors de la dernière conférence nationale, des dirigeants politiques du Sud réclamer la "fédération" entre le Nord et le Sud en s'appuyant sur le fait que les dirigeants "nordistes" voudraient imposer la langue arabe sur l'ensemble du territoire.

La plupart de ces mouvements ne sont bien sûr pas nouveaux sur le continent africain. Certains existent depuis plusieurs années. Mais l'aggravation de la crise économique favorise tous ces mouvements réactionnaires. L'éthnisme comme le régionalisme

poussent sur le terreau de la misère et du sous-développement. Les dirigeants de ces mouvements parviennent parfois à trouver un écho favorable au sein des populations déshéritées car ils s'appuient sur des sentiments réels de colère et de frustration. Mais entre ce que ces dirigeants proposent comme prétendues solutions aux aspirations légitimes des masses pauvres et ce qui va réellement dans le sens de l'amélioration de leurs conditions d'existence, il y a tout un monde. Regardons justement dans l'ex-Yougoslavie comment les dirigeants nationalistes, les mêmes qui étaient d'ailleurs les dignitaires de l'ancien régime, se sont partagé le pays en petits lambeaux de territoires sans que la condition de vie de la population ne se soit améliorée. Bien au contraire.

La crise économique que traverse le monde capitaliste frappe de plein fouet l'Afrique et s'aggrave d'année en année. La misère et la faim gagnent du terrain, y compris dans les contrées favorisées du point de vue climatique. L'exode rural massif continue voire s'accélère. Quand ce n'est pas la famine qui pousse les populations rurales à aller vers les centres urbains déjà saturés, ce sont les guerres civiles. Le nombre de pays en proie à des guerres civiles s'accroît. Certains parlent de tentative de "balkanisation" ou de "libanisation" de l'Afrique.

Et il n'y a pas longtemps, on pouvait entendre des imbéciles dire ou écrire que le tribalisme et l'ethnisme étaient une spécialité africaine, mais force est de constater que les pays européens eux-mêmes n'en sont pas épargnés, à l'image tragique de ce que fut la Yougoslavie.

L'avenir pour les masses pauvres d'Afrique n'est ni dans

le maintien des frontières héritées du colonialisme ni dans le morcellement supplémentaire que voudraient imposer ceux qui s'y opposent au nom de l'ethnisme, de la religion ou du micro-nationalisme. Le continent africain est suffisamment vaste pour que tous les peuples, toutes les ethnies, toutes les religions puissent cohabiter sans forcément s'entre-déchirer et se cloisonner derrière des frontières qui, de toutes les façons, ne les protégeront contre rien, mais au contraire serviront à leurs oppresseurs pour les opprimer et les exploiter encore plus.



Mais un autre avenir pour l'Afrique que celui qu'impose la société capitaliste en crise, à savoir l'aggravation de la misère pour la grande majorité et la guerre fratricide, n'est envisageable que s'il existe au sein des classes exploitées des éléments pour faire valoir un autre projet de société : une société débarrassée de l'exploitation et des frontières qui divisent les peuples au lieu de les rassembler.

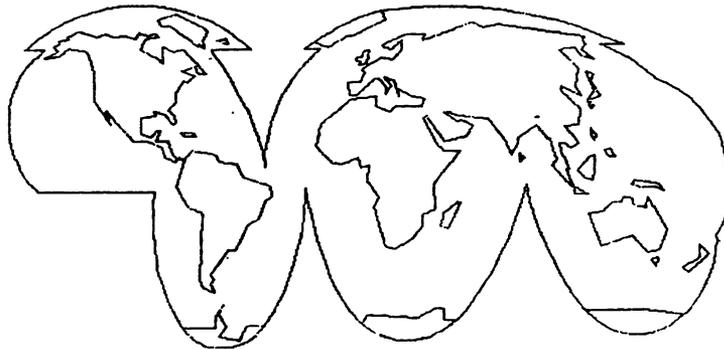
Les grandes villes africaines sont les lieux où se sont rassemblées au fil des années des masses rurales chassées par la misère. Ces populations, par la force des choses, ont appris à se côtoyer et à se connaître. Elles vivent la même misère et la même oppression. Un pauvre n'est pas pauvre parce qu'il est de telle ou

telle ethnies, mais parce qu'il est prolétaire.

La concentration de populations de diverses régions, ethnies et religions constitue une poudrière pouvant s'embraser en guerres fratricides lorsque les pauvres se mettent derrière les dirigeants politiques qui veulent profiter de leur colère pour l'utiliser à leur profit individuel et pour leur soif de pouvoir. Mais cette même concentration pourrait aussi devenir un élément extrêmement important pour l'avenir de l'ensemble des pauvres s'ils

prennent conscience de leur force et du rôle qu'ils pourraient jouer pour leur propre émancipation. C'est une force colossale qui, si elle en prend conscience, peut offrir une toute autre perspective. Elle pourrait être le point de départ d'un vaste mouvement capable d'embraser toute l'Afrique pour qu'elle se débarrasse de la dictature et de l'exploitation capitaliste. C'est cette perspective-là que nous, militants internationalistes africains, voulons pour ce continent et, par-delà ce continent, pour l'ensemble du monde entier.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.